



CHRISTELLE ENAULT

On retient souvent le nom des assassins. Trop rarement celui des victimes. Dix années ont passé depuis le 9 janvier 2015, dix années depuis la mort de Yohan Cohen, de Philippe Braham, de François-Michel Saada et de Yoav Hattab, tués par un terroriste islamiste alors qu'ils faisaient leurs courses à l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes, à Paris. Deux jours après le massacre commis par les frères Kouachi à *Charlie Hebdo*, seize autres personnes ont été retenues en otage par cet autre djihadiste issu des mêmes sphères, Amedy Coulibaly, pendant plus de quatre heures, à l'intérieur de la supérette.

Les membres de la famille des défunts et les survivants auraient espéré que la mémoire collective se souvienne longtemps de ce jour où la communauté juive a été, une nouvelle fois, prise pour cible; ils auraient voulu que la France se souvienne du nom des leurs, pas du patronyme de leur meurtrier; que la France se souvienne, aussi, que, deux jours après la tragédie, elle défilait dans les rues de la capitale pour manifester son soutien, sa solidarité. Le 11 janvier 2015, la France est «Charlie», la France est juive, la France est policière. Un million et demi de personnes sont descendues dans les rues de Paris, 4 millions dans tout l'Hexagone, entre le 10 et le 11 janvier.

Dix ans après, les familles de victimes et les anciens otages refusent pour la plupart de s'exprimer, meurtries par «l'indifférence et l'oubli»: «Elles ont le sentiment que plus personne ne se souvient de l'attentat de l'Hyper Cacher, témoin M^e Patrick Klugman, avocat de plusieurs familles d'otages. Ce n'est de la faute de personne, elles n'accablent personne, mais, après les attentats du Bataclan [le 13 novembre 2015, à Paris], de l'église de Saint-Etienne-du-Rouvray [le 26 juillet 2016, dans la Seine-Maritime] et l'assassinat de Samuel Paty [le 16 octobre 2020, à Conflans-Sainte-Honorine, dans les Yvelines], l'attentat de l'Hyper Cacher n'a plus aucune place dans la mémoire collective. Les familles sont tristes et amères.» La plupart ont fait le choix de quitter la France dans les mois qui ont suivi le drame. Elles sont parties pour Israël, pour les Etats-Unis, pour le Portugal. Et ne sont presque jamais revenues.

«VILLE REFUGE»

«Ça me rend fou, lance Vincent (le prénom a été modifié), 45 ans, ça me rend fou de me dire qu'un jour je devrai peut-être me résoudre à partir moi aussi, comme on doit toujours le faire: tous les soixante-dix ans en moyenne, nous, les juifs, on doit bouger. C'est comme ça, c'est une donnée. Mais je ne veux pas, mon pays, c'est la France, je n'ai pas d'autre pays de cœur.» Opticien dans le Val-de-Marne, Vincent habite Saint-Mandé, à quelques dizaines de mètres de l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes. Dans cette «ville refuge», depuis le début des années 2000 et la recrudescence des actes antisémites liée à la seconde Intifada, la communauté juive représente aujourd'hui entre 30 % et 40 % de la population. Une ville «percutée» par les attentats de janvier 2015, «mais pour un temps seulement», précise-t-il.

Dans les deux années qui ont suivi le

drame, certaines familles – leur nombre n'est pas établi – ont quitté ce territoire d'ordinaire paisible. «Et puis les départs se sont arrêtés... jusqu'à aujourd'hui: depuis le 7 octobre 2023 [date de l'attaque terroriste du Hamas en Israël], certains songent de nouveau à partir», raconte-t-il. La ville ne recense pourtant «aucun incident antisémite», souligne le maire (Les Républicains) Julien Weil, fortement engagé pour la libération des otages du Hamas, qui déplore un climat de «grande morosité et de désillusion» au sein de la communauté juive: «Finalement, rien n'a véritablement évolué depuis dix ans», dit-il.

Après une année marquée par une hausse spectaculaire des actes antisémites (+ 192 % au premier trimestre 2024 par rapport à la même période, en 2023, soit 887 faits, dont la moitié en Ile-de-France), le souvenir de l'attentat de l'Hyper Cacher est d'autant plus douloureux. Comme si cette tragédie n'était finalement qu'une étape parmi d'autres dans le retour de l'antisémitisme, qui continue de prospérer et de tuer.

Un cycle macabre qui a démarré trois années plus tôt, en mars 2012, lorsqu'un terroriste islamiste tue trois militaires et quatre personnes de confession juive, dont trois enfants, devant l'école Ozar-Hatorah de Toulouse. «C'est l'an zéro du nouveau terrorisme islamiste», commente Elie Korchia, président du consistoire central israélite de France depuis 2021, avocat de Samuel et Myriam Sandler, parents et grands-parents de trois victimes des attentats de 2012 et de deux otages de l'Hyper Cacher en 2015, Zarie Sibony et Andréa Chamak. «A l'époque, il n'y avait pas eu de prise de conscience collective au niveau de la communauté nationale, poursuit-il. Comme si se faire tuer par un terroriste

Des familles juives meurtries par «l'indifférence et l'oubli»

Dix ans après la prise d'otages de l'Hyper Cacher, et face à une recrudescence des actes antisémites, la communauté juive de la ville voisine de Saint-Mandé se dit triste et amère

faisait partie des «risques du métier» pour les soldats assassinés et du «métier de vivre» en tant que juif. Comme si, finalement, les gens pensaient que ça ne les concernait pas directement, que ce type d'attaque ne pouvait pas toucher tout le monde.»

Les deux drames sont pourtant «indissociables» aux yeux de M^e Laurence Cechman, avocate de 17 parties civiles – les familles Hattab et Saada – lors des procès en première instance et en appel des attentats de 2015. «En 2012, on a joué les Cassandra, mais personne n'a voulu voir la menace, personne n'a voulu nous entendre, la population française a compaté, mais n'a pas réagi, elle ne s'est pas mobilisée, elle n'a pas partagé l'horreur», commente l'avocate.

«LE JOUR DE LA MARCHÉ DU 11 JANVIER 2015, NOUS AVONS GOÛTÉ AU FRUIT DU PARADIS. (...) LE SOUFFLE DE LA FRATERNITÉ NOUS A REDONNÉ DE L'ESPÉRANCE»

HAÏM KORSIA
grand rabbin de France

«J'AI BIEN PLUS PEUR AUJOURD'HUI»

Depuis les attentats de 2012, «nous nous sentions isolés, abandonnés, mais le jour de la marche du 11 janvier 2015, nous avons goûté au fruit du paradis. Pour nombre d'entre nous, c'était la fin de l'indifférence, le souffle de la fraternité nous a redonné de l'espérance», souligne Haïm Korsia, le grand rabbin de France. La veille, Manuel Valls, alors premier ministre, prononce une phrase qui restera gravée dans la mémoire des Français de confession juive: «Sans les juifs de France, la France ne serait pas la France.» «Ça a été un puissant remuant pour nous, une façon de relancer le franco-judaïsme», se souvient M. Korsia.

Même si certains ont pensé que les victimes de l'Hyper Cacher avaient été en partie invisibilisées par rapport à celles de *Charlie Hebdo*, «nous nous sommes malgré tout sentis soutenus par le pays», raconte Samuel, alors qu'il fait ses courses à l'Hyper Cacher. «Je venais ici avant l'attentat, je n'ai jamais cessé d'y venir»,

dit-il. Le visage de ce retraité de 65 ans s'illumine lorsqu'il évoque la marche du 11 janvier 2015. Il s'empresse de sortir son téléphone portable de sa poche afin de montrer une vidéo de ses deux enfants, alors âgés de 8 ans et 10 ans, dans la foule avec des pancartes accrochées autour du cou: «Je suis la France. Vive la France. Je suis Charlie et juif et policière», en référence à l'assassinat de Clarissa Jean-Philippe, agente de la police municipale tuée à Montrouge (Hauts-de-Seine), «l'autre grande oubliée des attentats de janvier 2015», tient à rappeler le grand rabbin de France.

C'est ce que Samuel veut retenir de cette sinistre séquence; ce qu'il aimerait retrouver. Mais, il en est convaincu, «tout a changé, surtout depuis le 7-October, plus personne ne nous défend. Aujourd'hui, il n'y aurait plus personne à nos côtés», affirme-t-il. «Le formidable moment de solidarité du 11 janvier n'a pas fait souche», constate M^e Klugman. De ce «souffle», il ne reste «rien», à part «l'espérance» de le retrouver un jour, regrette, lui aussi, le grand rabbin de France. «Nous en sommes loin.»

«Le 7-October nous plonge dans quelque chose de pire encore: les extrémistes de droite pensent cacher leur antisémitisme derrière leur haine des musulmans en nous faisant croire qu'ils nous soutiennent, les extrémistes de gauche ne cachent plus rien et s'autorisent à tout dire, l'Etat dénonce et pousse des cris d'orfraie, mais ne fait rien, à part sécuriser nos lieux de vie – et je leur en suis reconnaissant –, l'islamisme continue de se développer...», se désole Vincent, qui interdit à ses deux filles de 8 ans et 12 ans de laisser apparaître leur collier avec l'étoile de David lorsqu'elles prennent le métro ou qu'elles quittent Saint-Mandé. «J'ai bien plus peur aujourd'hui pour elles qu'après les attentats de janvier 2015, ajoute-t-il. A l'époque, au moins, les antisémites avaient la décence de se taire. Aujourd'hui, ils nous disent «merde», ils nous disent même «tout ça, c'est bien fait pour vous!»

C'est dans ce contexte tendu, et avec l'espoir de retrouver un peu ce «souffle», que le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) organise, pour la première fois, à la Maison de la Mutualité, à Paris, avec l'équipe de *Charlie Hebdo*, jeudi 9 janvier, «une soirée de débats et d'hommage pour retrouver l'esprit de la manifestation du 11 janvier 2015 et réaffirmer un engagement républicain partagé pour la liberté d'expression, contre l'antisémitisme et l'islamisme, pour la laïcité». Aux yeux de M^e Klugman, cet événement ressemble avant tout à un «agrégat de deux solitudes». Dix années ont passé, et «les juifs, comme Charlie, sont des victimes sur lesquelles pèse plus que jamais, dans une partie de l'opinion, le soupçon de la responsabilité de ce qui leur est arrivé, se désolé Yonathan Arfi, le président du CRIF. Aujourd'hui, la France ne serait plus capable de descendre, ni pour Charlie ni pour les juifs. Il y a quelque chose que l'on a complètement raté, rien n'est réglé, on a même reculé.» Dans la nuit du dimanche 5 au lundi 6 janvier, des étoiles de David ont été découvertes, taguées à proximité de l'Hyper Cacher. Une enquête a été ouverte. ■

LOUISE COUVELAIRE